



HORIZON 2015

REVUE ÉLECTRONIQUE MENSUELLE D'INFORMATION ET D'ANALYSE D'AFRICA 21 SUR LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE DE L'AFRIQUE AU SEIN DE LA GENÈVE INTERNATIONALE

Edito

L'Afrique est à un tournant de son histoire. Les acteurs africains et les partenaires du continent l'ont bien compris. De ce moment unique dans l'histoire de l'humanité, découle une volonté croissante de mieux comprendre les enjeux et les dynamiques qui structurent son développement.

À l'heure du suivi du Sommet « Rio+20 », qui a eu lieu en juin 2012 et de la mobilisation internationale en vue de l'avenir de l'agenda du développement à l'horizon post-2015, la « Genève internationale » occupe une place unique. En effet, elle accueille des pôles diplomatiques thématiques tels que le commerce international (OMC, CNUCED, CCI), la propriété intellectuelle (OMPI), la protection de l'environnement (PNUE Genève, Secrétariat conjoint des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm), la protection des travailleurs et la promotion de l'emploi (OIT), la santé publique (OMS, ONUSIDA, Fonds Global, etc.).

Prenant conscience de ce besoin d'information, de décryptage mais aussi de renforcement des capacités, l'association Africa 21 a décidé de mettre à disposition de la Genève internationale et des acteurs africains qui modèlent chaque jour leur continent cette lettre d'information et d'analyse portant sur les activités des organisations internationales basées à Genève qui structurent les politiques publiques africaines.

L'équipe d'AFRICA 21 tient à remercier tout particulièrement le personnel des organisations internationales qui lui permet chaque jour de suivre les activités pertinentes dans les meilleures conditions, le Fonds genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande pour le soutien financier accordé pour le lancement de ce bulletin d'information, nos amis et partenaires du Centre Africain pour le Commerce International et le Développement (CACID) à Ouagadougou et son Directeur exécutif M. Ousseni Illy mais également les membres de l'association, sans qui ce document ne saurait être possible.

Sommaire

PERSPECTIVES POUR LES OMD POST-2015

Consultation de la Genève internationale lors du « First Geneva Dialogue on post-2015 Sustainable Development Agenda » p.2

QUESTIONS THEMATIQUES

Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable

Nourrir plus ou protéger l'environnement, dilemme cornélien ? Retour sur l'initiative « Produire plus avec moins » de la FAO dans le cadre du Panel de haut niveau organisé à Genève pour son 2e anniversaire le 5 novembre 2013 p.4

Eau et assainissement

Journée mondiale des toilettes à l'ONU p.7

Santé et population

Mobilisation africaine pour le Global Fund p.8

Dernières informations dans la lutte contre le sida p.8

Journée mondiale de la pneumonie 2013 p.9

Mise à jour de la feuille de route de l'OMS dans sa lutte contre le paludisme p.9

Mise en place de la stratégie de l'Alliance GAVI pour les années à venir p.10

Emploi, travail décent et sécurité sociale

Les accords commerciaux intègrent de plus en plus de clauses sociales d'après l'OIT p.10

PMA

Dernier rapport de la CNUCED 2013 sur les PMA p.11

Les engagements pour l'Afrique

L'OIM travaille au renforcement de la gouvernance en Somalie p.12

Changement climatique

Conclusions du premier rapport du GIEC sur l'état du climat p.12

Biodiversité

Lutte contre le braconnage du rhinocéros en Afrique p.14

Mise à jour de la liste rouge des espèces menacées, l'Okapi en danger p.15

Documentation/Agenda/Abréviations/
Annonces/Partenaires/Africa 21 p.16/17

PERSPECTIVES POUR LES OMD POST 2015

Consultation de la Genève internationale lors du « First Geneva Dialogue on post-2015 Sustainable Development Agenda ».

Contexte

Lors de la 60e session du Conseil du commerce et du développement (16 au 27 septembre à Genève), le nouveau Secrétaire Général de la CNUCED, Dr. Kituyi, a déclaré que l'organisation se tenait prête à informer et soutenir les Etats membres engagés dans l'agenda du développement Post-2015, y compris à travers un dialogue ouvert. C'est dans la continuité de cet appel, qu'a été programmé le Premier Dialogue de Genève sur l'agenda du développement durable post-2015 vendredi 29 novembre. Des consultations de haut niveau avec des personnalités de premier plan a déjà débuté à Genève, mais ce Dialogue ouvre la voie à une série de conférences et de discussions qui auront lieu jusqu'en septembre 2014. Bien entendu, les négociations Post-2015 sur leur volet politique, se passent à New York, mais la Genève internationale, pôle d'expertise majeur du système onusien joue un rôle fondamental tant sur le contenu que sur la réflexion apportée. Enfin, d'ici septembre de cette année, en parallèle des négociations un groupe d'expert sera mis en place par l'ONU pour travailler sur les sources de financement des futurs objectifs.

En attendant, face aux limites des OMD tels qu'adoptés en 2000 et aux contraintes nouvelles ou non prises en compte lors de leur formulation, face au contexte évolutif rapide de l'état du monde, face à la nécessité de réfléchir au monde que l'on souhaite d'ici à 2030, une grande majorité des représentants des états membres de l'ONU s'étaient réunis pour entendre les hautes personnalités invitées au Dialogue, et pouvoir échanger avec elles.

L'événement s'est déroulé en 3 parties : après une courte présentation du Secrétaire Général de la CNUCED, de Mme Amina Mohammed, Conseillère spéciale auprès du Secrétaire Générale de l'ONU sur l'agenda du développement post-2015, a eu la tâche de faire le point et d'introduire les enjeux. Un premier panel de représentants de la société civile et du monde des entreprises a eu ensuite l'occasion de s'exprimer : Mme Carina Larsfalten - la représentante du Conseil mondiale des entreprises pour le développement durable (WBCSD), puis une femme d'affaire qui a reçu un prix de l'entreprena-

riat en 2012, Mme Melissa de León, M. Dumindra Rajith Ranayaka, PDG d'une entreprise de télécommunication au Sri Lanka, et enfin Stephen Hale, représentant d'Oxfam.

La deuxième table ronde donnait la parole aux organisations internationales : Guy Ryder, Directeur Général du Bureau international du travail, Arancha González, Directrice exécutive du Centre pour le commerce international et enfin M. Yonov Frederick Agah Directeur Général Adjoint de l'Organisation mondiale du le commerce. Pour finir, un moment était consacré aux questions et à l'échange entre les intervenants et les délégués présents dans la salle.

Les enjeux

Les enjeux liés à l'avenir des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont énormes et impliquent l'humanité dans son entier.

En premier lieu, il s'agit comme le répétait Mme Mohammed, d'essayer de parvenir à des résultats concernant les objectifs fixés pour 2015 et il reste encore assez de temps pour y arriver dit-elle. Ensuite il faut rappeler qu'à l'heure actuelle, deux processus distincts doivent fusionner à terme, mais que pour le moment comme le disait le délégué d'Oxfam ils ont capacité à se faire concurrence pour un certain nombre d'Etats qui faute de moyen ou pour des raisons stratégiques ne suivent sérieusement qu'un seul des deux processus. Les OMD sont imparfaits et il faut les changer pour les adapter à la situation évolutive du monde. De plus, l'humanité entière a à répondre aux défis environnementaux et leurs conséquences multiples et dramatiques.

La lutte contre la pauvreté reste l'enjeu majeur des OMD de demain (le nombre de pauvres a diminué en particulier en Chine et en Inde, mais il reste important, notamment en Afrique où le défi reste entier); ainsi d'après l'OMC, la pauvreté a baissé de 47 à 22% au niveau mondial depuis 2000. Une partie de cette classe pauvre est entrée dans ce que l'on appelle les classes moyennes. De son côté le Directeur du BIT, déclarait qu'il y aura 600 millions d'emplois à créer d'ici 2015 pour remplir les OMD. Il faudra offrir un développement économique plus inclusif et mieux orienté vers les jeunes et les femmes (lutte contre le chômage et l'exclusion, plus de 475 millions de jeunes vont entrer sur le marché du travail dont neuf dixième dans les pays émergents). A ce titre, il faut souligner le fait qu'il y a 900 millions de travailleurs pauvres à travers le monde (personnes vivant avec moins de 2\$/jour) qui n'arrivent pas à sortir de cette spirale. Il faudrait ainsi s'attaquer aux problèmes structurels que sont la

formation, l'accès aux capitaux, avoir des instances gouvernementales saines et respectueuses du droit, un salaire minimum et la protection de l'emploi, un système de sécurité social garantissant de ne pas tomber dans la pauvreté.

Le partenariat mondial tel que proposé dans l'OMD8 devra être plus effectif et de meilleure qualité, à la fois dans les relations nord-sud et sud-sud. A cet égard, le représentant d'Oxfam mettait en avant l'effectivité de mesures votées tel qu'à l'OMC et leur réelle application. Ainsi, le multilatéralisme doit être relancé, des mécanismes de financement du développement améliorés ainsi que la question du transfert de technologie (OMC, OMPI). Par ailleurs, un message fort à l'opinion mondiale doit être envoyé concernant les négociations climatiques (question des gaz à effet de serre) et la lutte contre la pauvreté, à travers les objectifs de 2030.

La Conseillère spéciale a souligné l'importance de la bonne gouvernance, d'institutions solides (justice, éducation, santé) et de l'état de droit en particulier du respect du droit des enfants. Dans le débat, l'Egypte a souhaité que la référence aux droits de l'homme ne soit pas ajoutée aux OMD, car il s'agit d'après elle d'une question trop politique qui peut représenter potentiellement un risque pour la souveraineté nationale. Un consensus se dégage en tout cas pour un développement économique plus inclusif et créateur d'emplois en nombre et de qualité, une croissance qui prenne en compte les besoins des Pays les Moins Avancés (PMA) et de l'Afrique (Bénin et groupe africain, Afrique du Sud).

Cependant, le développement socio-économique attendu de tous est abordé avec méfiance par certains acteurs, notamment concernant le rôle des entreprises et des plus grandes d'entre elles, qui s'affranchissent souvent des règles internationales. Comment rendre ces entreprises plus responsables face au monde et pour que l'homme soit au centre de leur préoccupation ? Une responsable d'ONG soulignait à cet égard la nécessité de règles contraignantes. Parmi les positions exprimées, le représentant du Nigeria a de son côté mis en avant le rôle d'entreprises européennes de pêche qui venaient piller les ressources halieutiques des Etats côtiers du golfe de Guinée et revendre légalement en Europe leur produit.

Là encore la gouvernance est importante. Il s'agit du rôle des gouvernements que de mettre en place un cadre et de le faire respecter.

Les propositions

Voici en quelques points ce qu'il est ressortit des discussions :

- Les OMD post-2015 intégreront pleinement la question environnementale (réchauffement climatique, durabilité, pollution, gestion des déchets, économie verte, etc.).

- L'approche risque d'être différente car les OMD de 2000 avaient été formulés du haut vers le bas (des instances internationales vers les Etats) et par les pays bailleurs de fonds. Or il a été évoqué la possibilité d'une approche du bas vers le haut (de la base vers les organisations internationales) et d'une implication plus poussée des pays en développement dans le processus de formulation.

- La jeunesse sera une cible primordiale des OMD post-2015.

- Le financement des mécanismes n'est pas encore établi, un comité d'experts sera mis en place par l'ONU courant 2014 pour étudier les pistes.

- Le processus inclura deux nouveaux intervenants qui n'avaient pas été pris en compte auparavant et qui pourtant jouent un rôle incontournable dans la mise en place et l'application des OMD : les parlementaires et les entreprises. Sans eux, d'après Mme Mohammed le programme de développement ne serait pas possible.

- La question du transfert de technologie est cruciale dans les négociations.

- Le développement nécessite la création d'emplois qualitatifs (rémunération décente) par la mise en place de normes et une politique et un climat des affaires adéquats. Les entreprises sont importantes pour accompagner cet agenda. Pour le BIT l'emploi doit faire l'objet d'un OMD spécifique après 2015 avec des indicateurs appropriés, des objectifs quantifiables. Le pilier de cette promotion s'articulera autour de la prospérité des PME (programmes d'incitation pour la compétitivité et la productivité des PME, bonne gouvernance, ouverture des marchés, institutions solides d'appui aux marchés, régimes commerciaux internationaux transparents, surmonter les barrières tarifaires et non tarifaires). Les PME doivent être des incubateurs d'emploi et de la croissance. De plus, un effort particulier devra être entrepris pour réorienter le secteur informel vers la légalité et lui faciliter l'accès aux financements et aux nouvelles technologies (Internet en particulier).

- L'OMC a formulé la demande de renforcer, d'améliorer et développer l'initiative « Aide pour le commerce » à travers notamment le Cadre Intégré Renforcé (CIR) à destination des PMA.

Source: Africa 21

QUESTIONS THEMATIQUES

Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable

Nourrir plus ou protéger l'environnement, dilemme cornélien ? Retour sur l'initiative « Produire plus avec moins » de la FAO dans le cadre du Panel de haut niveau organisé à Genève pour son 2e anniversaire le 5 novembre 2013

Propos introductif

La révolution verte qui a touché les pays en développement dans les années 1960 à 1990 reposait sur trois piliers : une sélection de cultures à haut rendement (riz, blé, maïs, etc.), l'apport en masse d'intrants chimiques (engrais, pesticides, fongicides) et l'utilisation intensive de l'irrigation (ainsi que de la mécanisation). Elle a permis une forte augmentation de la productivité (mais pas de l'extension des surfaces cultivées).

Bien qu'elle a probablement évité dans ces pays d'effroyables famines, ce modèle a montré ses limites car la malnutrition persiste à travers le monde (plus de 800 millions de personnes en souffrent encore aujourd'hui d'après l'ONU), et les effets négatifs, à la fois sociaux (exode rural, phénomène de bidonville), sanitaires (multiplication des maladies, allergies, cancers) et environnementaux (dégradation massive de la biodiversité, érosion, salinisation des terres) sont importants. Le modèle agricole productiviste pratiqué durant ces années-là (et encore aujourd'hui) n'est pas durable face d'une part à la nécessité de nourrir encore plus de monde (2,3 milliards d'habitants en plus sur la Terre en 2050 d'après les experts) et d'autre part de prendre en compte la raréfaction des ressources et les enjeux environnementaux, devenus cruciaux à l'entrée du XXIe siècle, en particulier pour le continent africain.

La FAO a proposé en 2011 un nouveau modèle expliqué dans un guide « produire plus avec moins ». Son action s'appuie sur les organisations de la Genève internationale et en particulier la CNUCED et l'OMC. C'est dans le cadre du deuxième anniversaire de cette initiative que les différentes parties prenantes s'étaient réunies pour faire le point au Palais des Nations à Genève le mardi 5 novembre 2013.

Les bases de l'action pour la « révolution doublement verte »

Dans ce contexte, l'action de la FAO, dont le mandat consiste à « améliorer les niveaux de nutrition, la productivité agricole, la qualité de vie des populations rurales et de contribuer à l'essor de l'économie mondiale », s'appuie sur :

- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés lors du Sommet du Millénaire, qui s'est tenu du 6 au 8 septembre 2000 au Siège de l'ONU à New York:

- CIBLE 1.C - Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

- CIBLE 7.A - Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

- CIBLE 7.B - Réduire la perte de la biodiversité et atteindre, d'ici à 2010, une diminution significative du taux de perte.

- Les cinq principes énoncés dans la Déclaration finale du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire tenu à Rome du 16 au 18 novembre 2009. On notera en particulier : le Principe 3: S'efforcer d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire consistant en: 1) une action directe visant à remédier immédiatement à la faim dont souffrent les plus vulnérables et 2) des programmes à moyen et long termes dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural visant à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté (...). En particulier les articles 25 sur le lien entre accroissement de la production, réduction des pertes après récolte et meilleure intégration des questions environnementales par « un recours accru aux services éco-systémiques » ; article 27 sur le renforcement de la capacité d'adaptation des systèmes agricoles face aux changements climatiques et l'article 28 sur l'encouragement de la recherche et la mise en commun « des informations et des meilleures pratiques ».

- La résolution « L'avenir que nous voulons » adoptée par l'Assemblée Générale lors du Sommet Rio+20 le 27 juillet 2012, qui reprend entièrement les éléments cités précédemment (paragraphe 4, 52 et 108 à 118).

- Lors de la Conférence de Rio, le 21 juin 2012, le « Défi faim zéro » édicté par le Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, et en particulier le point n°3 « Tous les systèmes agro-alimentaires sont durables ».

Ce sont sur ces bases qu'a été conçu le programme « produire plus avec moins ».

« Produire plus avec moins » ? Défis démographique

Les différents intervenants* du Panel étaient tous d'accord pour souligner la nécessité de produire d'avantage face aux perspectives de l'évolution démographique.

En premier lieu, M. Petko Draganov, Secrétaire Général Adjoint de la CNUCED a déclaré qu'il faudrait augmenter de 60% la production agricole actuelle d'ici 2050 si les prévisions se confirmaient et de 100% dans les pays en développement. La crise alimentaire et les émeutes liées aux prix des denrées alimentaires de 2008 ont rappelé que personne n'était à l'abri de ces phénomènes et que ces problèmes devaient être traités de manière prioritaire aussi bien à l'OMC, qu'au niveau de la Politique Agricole Commune (PAC) européenne ou de manière bilatérale, notamment concernant le dumping des produits agricoles (qui « aurait détruit l'agriculture des pays en développement » d'après le responsable de la CNUCED). Par ailleurs, une meilleure inclusion des agriculteurs des pays du Sud dans la chaîne de production alimentaire est nécessaire par une facilitation accrue aux marchés mondiaux.

De son côté, le professeur Timothy Reeves qui a participé à la préparation de « Save and Grow », ajoutait que la planète était sous forte contrainte notamment du fait des demandes liées à l'alimentation, l'eau, l'électricité et le logement. « Alors que le défi de la malnutrition n'est pas gagné, il va falloir doubler la production agricole dans les cinquante prochaines années » déclarait l'intervenant, rappelant que 250 personnes naissent chaque minute sur terre. De plus, les préférences alimentaires ont un impact fort, car les modes de consommation s'occidentalisent et les gens souhaitent manger plus de viande. Il faudrait ainsi produire beaucoup plus pour nourrir les animaux que l'on va consommer. Dès lors, d'ici 2050 il faudrait produire pour nourrir l'équivalent non pas 9 milliards mais de 11,5 milliards de personnes face aux tendances actuelles de consommation.

Dégradation des ressources

Dans ce contexte de demande croissante, l'agriculture doit subir des contraintes fortes. Pour le Dr. Ren Wang, Directeur General adjoint de la FAO aux questions d'agriculture et à la protection des consommateurs, plusieurs enjeux importants sont à prendre en

compte au même titre que l'intensification de l'agriculture, à savoir, répondre à la concurrence des biocarburant, du bois de chauffe, de l'urbanisation galopante qui grignote les terres cultivables, intégrer l'enjeu de la gestion de l'eau (les terres arables irriguées représentent 44% de la production agricole mondiale), les enjeux des gaz à effet de serre et du piégeage du CO², l'érosion et la salinisation des sols, la question de la pollinisation et des insecticides.

Selon le professeur Reeves, 60 hectares de terre agricole sont perdus chaque minute dans le monde à cause de l'urbanisation et de l'industrialisation. Les systèmes d'irrigation doivent être maximisés pour consommer moins. Il existe également un défi énergétique, car il faut l'équivalent de 1400 litres de pétrole par personne et par an dans le monde développé pour produire de la nourriture, dont la majorité sert à la fabrication des engrais, or les cours des prix du pétrole sont à la hausse. Autre défi mentionné par l'expert de la FAO, le gaspillage de nourriture: il faut le réduire de 30% en travaillant dans les différentes étapes du circuit alimentaire, à savoir le stockage, le transport et la consommation. Enfin il a souligné la problématique du déclin des stocks mondiaux entre 1999 et 2008, qui sont passés de 115 à 53 jours de réserve de consommation de céréale.

M. Draganov, appuyé en cela par le représentant de l'UE à cette table ronde, M. Philippe Thomas, ajoutait que l'aide au développement dans le secteur agricole qui était en déclin depuis les années 1990 ne reprend le chemin inverse que depuis peu. C'est près de 200 milliards \$/US par an qu'il faudrait investir dans 93 pays en développement. L'Afrique investit elle-même déjà dans la recherche et développement de l'agriculture. Entre 2001 et 2008 se sont 1,7 milliards \$ qui ont été dépensés, mais les résultats de ces recherches restent trop cloisonnés géographiquement.

Une solution pourrait venir du secteur privé ; certaines grandes entreprises ont commencé à investir selon les critères prônés par la FAO ; la recherche et développement privée augmente depuis 2005 (notamment concernant l'hybridation, la recherche sur l'amélioration des plantes, l'intégration des nouvelles technologies dans l'agriculture), et la FAO comme l'ONU souhaitent encourager cette tendance. C'est ce qu'a souligné le représentant de la Fondation Bill and Melinda Gates, M. Pattel qui déclarait que déjà plusieurs grands groupes se sont mis à produire en prenant en compte ce double défi. Il encourage d'ailleurs à suivre le modèle volontariste pris par la Fondation Bill et Melinda Gates en matière de santé, et souligne qu'il faudrait cibler en particulier les petits agriculteurs. Le Mali, le Ghana, l'Ethiopie, l'Ouganda, le Kenya, l'Inde et le Bangladesh étaient concernés par ces investissements.

Le modèle produire plus avec moins

La publication de la FAO « produire plus avec moins » propose un nouveau modèle de production agricole intensive et durable sur le plan de l'environnement.

Le guide énonce une approche multidimensionnelle très intéressante. Les principes sont simples. Ils reposent sur une agriculture raisonnée au regard des changements climatiques, un renforcement des capacités de résistance face à ces derniers et une réduction des émissions de CO² grâce à leur plus grande rétention dans le sol.

L'approche est écosystémique, c'est-à-dire :

- Régénération des terres agricoles et de leur maintien en bonne état ;
- Des systèmes fondés sur des méthodes agricoles de conservation ;
- L'utilisation de variétés de semences de qualité et à haut rendement ;
- La protection intégrée (utilisation de plantes saines, rotation des cultures, utilisation de pesticides de synthèse de manière très ciblée et compatible avec l'environnement) ;
- Une gestion efficace de l'eau (irrigation de précision au goutte à goutte, réutilisation des eaux usées, etc.) face à la concurrence hydrique des villes et de l'industrie ;
- La nutrition des plantes sur des sols sains (engrais minéraux, fumier, arbres qui fixent l'azote) ;
- Intégration des cultures, des pâturages, des arbres et du bétail ;
- Système dynamique : nombreuses méthodes combinées et adaptées aux conditions et contraintes locales ;
- Un système fondé sur l'accumulation et le partage des savoirs ;
- Les agriculteurs doivent pouvoir acheter des intrants et vendre leurs récoltes à prix correct ;
- Nécessité de mesures pour faciliter les investissements et instauration d'une réglementation pour protéger les agriculteurs ;

La marche proposée est la suivante :

- Evaluer les systèmes locaux actuels ;
- Les adapter et définir des priorités ;
- Mettre en œuvre les programmes avec l'assistance technique et les politiques d'exécutions néces-

saires ;

- Suivre, évaluer et examiner des progrès accomplis et faire des ajustements si nécessaire.

En termes de politique publique, l'idée est d'harmoniser, d'améliorer et d'appliquer de façon plus efficace les instruments internationaux, les conventions et les traités qui ont un impact sur l'agriculture intensive durable, à savoir :

- Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture
- Convention internationale pour la protection des végétaux ;
- Convention sur la diversité biologique ;
- Codex alimentarius ;
- Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) ;
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;
- Accords connexes en matière de biodiversité.

Le guide prévoit par conséquent d'établir une collaboration entre les organisations internationales concernées par le développement rural et les ressources naturelles, à savoir la FAO, la FIDA, le PNUD, le PNUE, l'OMC et le GCRAI, ainsi qu'avec les instances gouvernementales, les organisations de la société civile et les associations d'agriculteurs.

Un modèle testé

L'agriculture intensive durable est déjà testée à grande échelle dans certains pays comme l'Australie ou le Canada. Dans le monde elle occupe 117 millions d'hectares soit 8% des terres cultivées. L'enjeu est de savoir comment celle-ci peut s'adapter dans les pays en développement. C'est pourquoi des représentants de Cuba et du Bangladesh étaient présents pour venir présenter les résultats de leurs travaux, plutôt concluants. A Cuba, avec les restes de la production de canne à sucre on a fait des biostimulants utilisés pour 42 cultures différentes. Le recyclage des nutriments a permis de produire du biogaz. Ils ont constaté ainsi une baisse de 79% de l'utilisation de pesticide entre 1976 et 2007 et une nette baisse des importations de produits phytosanitaires. La gestion intégrée des pestes, s'est faite de manière écologique grâce au suivi et à l'accumulation de savoir de près de 200 laboratoires locaux. Un petit film montrant l'application de procédés sur le terrain en Guinée Bissau et dans plusieurs pays d'Afrique francophone était

présenté pour venir compléter ces exemples.

Grâce à ces illustrations on peut donc constater qu'il est possible de produire plus tout en préservant son environnement et en utilisant moins de ressources.

Ainsi, M. Draganov ajoutait que le secteur de l'agriculture biologique avait triplé son chiffre d'affaire entre 2000 et 2010 pour atteindre 50 milliards US \$.

* Dr. Ren Wang, Directeur Général Adjoint de la FAO à l'agriculture et la protection des consommateurs, M. Petko Draganov Secrétaire Général Adjoint de la CNUCED, Pr. Timothy G Reeves FTSE (expert contributeur du document, Australie), Dr. Abu Wali Raghieb Hassan, Directeur Adjoint à l'extension agricole (Bangladesh), Dr. Nilda Pérez Consuegra de l'Université agraire de la Havane à Cuba, M. Philippe Thomas, Responsable du secteur sécurité alimentaire et nutrition de la Commission Européenne, Dr. Mumukshu Patel responsable du développement agricole de la Fondation Bill and Melinda Gates et M. John Zaracostas correspondant international à l'ONU à Genève.

Sources:
Africa 21

Produire plus avec moins, guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture durable, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome, 2013 (3e édition).

Eau et assainissement

Journée mondiale des toilettes à l'ONU

Dans une déclaration intitulée « pas d'accès aux sanitaires – le grand euphémisme », publiée sur le site Internet du Bureau du Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme, à l'occasion de la journée internationale des Toilettes de l'ONU le 19 novembre, la Rapporteuse Spéciale pour le droit de l'homme à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, Catarina de Albuquerque a sonné l'alarme, déclarant que l'ODM 7 sur l'accès aux toilettes était l'ODM qui avait fait le moins de progrès. Près de 2,5 milliards de personnes vivent dans des conditions d'hygiène précaires, la majorité dans des pays africains et en Inde (l'ODM fixe à 25% la part des personnes sans accès à des sanitaires d'ici 2015, or actuellement le chiffre tourne autour de 36%). 83% des pays ont échoué à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés d'après la Rapporteuse.

«Je suis déçue par la lenteur des progrès et l'insuffisance dans la fourniture de ces services malgré les importants engagements politiques et juridiques menés au cours des dernières années, y compris avec l'initiative « Assainissement et eau pour tous », déclara

l'experte ajoutant que la majorité des Etats membres de l'ONU s'était engagée à accomplir des progrès en 2010 dans une résolution votée à l'Assemblée Générale reconnaissant comme droit de l'homme l'accès à des sanitaires. D'après l'UNICEF, 2,5 millions d'enfants meurent chaque année de diarrhée à cause d'un manque d'accès à l'eau potable, conséquence directe de l'insuffisance d'assainissement.

Elle en a profité pour demander aux Etats qu'ils intègrent l'accès aux sanitaires dans l'agenda global du développement pour l'après 2015, ajoutant que « les toilettes sont le symbole de dignité pour des milliards de personnes qui en sont privés ».

De son côté le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki Moon mettait en avant le coût exorbitant que subissaient les pays en développement concernant le non accès aux sanitaires, soit, selon l'organisation 260 milliards US\$ par an, équivalent à 1,5% du PIB de ces pays chaque année.

UN Water – « Assainissement et eau pour tous » est un partenariat mondial entre les pays en développement, les bailleurs de fonds, les organisations multilatérales, la société civile et les autres partenaires au développement qui travaillent de concert pour faire de l'accès universel et viable à l'assainissement et à l'eau potable une réalité. Assainissement et eau pour tous est un cadre, et non une nouvelle organisation, qui a pour but de remédier aux carences dans les domaines de la politique et de la planification, du financement, de l'information et de l'assistance technique qui freinent les progrès du secteur dans le monde entier.
<http://www.unwater.org/>

Sources:

« No access to sanitation » - the big euphemism, UNOG News and media, 15 novembre 2013.

Ban veut donner à l'assainissement une place centrale dans l'agenda de développement post-2015, Centre d'actualité de l'ONU, 19 novembre 2013.

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 24 juillet 2013, 67/291. Assainissement pour tous.

Santé et population

Genève est un pôle mondial en matière de politique de santé et de lutte contre les maladies infectieuses. On y retrouve ainsi l'OMS, l'UNICEF, l'Alliance GAVI, UNAids (ONUSIDA, lutte contre le sida), Stop TB (lutte contre la tuberculose), Roll back malaria (lutte contre le paludisme) et le Global

fund ou dans son nom entier Fond mondial contre le sida, la tuberculose et la malaria (créé en 2002).

Mobilisation africaine pour le Global Fund

L'Afrique étant particulièrement touchée par ces grandes pandémies (sur les 35 millions de personnes portant le virus du sida 25 millions résidaient en Afrique), treize chefs d'Etat africains (appelés « les champions » par l'organisation) ont décidé cette année de se mobiliser afin de sécuriser les financements du Global Fund. La période actuelle n'est pas propice, car la crise économique pousse aux restrictions budgétaires, alors que la conférence de l'ONU devant attribuer les fonds doit se tenir début décembre. Cette prise de position est en lien avec la volonté des Etats d'augmenter les dépenses au niveau national concernant la santé à 15% du budget (en conformité avec la Déclaration d'Abuja de 2001 sur la lutte contre le Sida, la tuberculose et les autres maladies infectieuses –déjà 6 pays ont atteint cet objectif : Botswana, Burkina Faso, Malawi, Niger, Rwanda et Zambie). Début novembre, les ministres de la santé de la SADC réunis au Malawi, s'étaient déjà prononcés pour un tel soutien. Le président Goodluck Jonathan qui est nommé au comité de décision défendra pleinement la sauvegarde du budget tri-annuel du Global Fund, en conformité avec les prises de position de ses collègues.

Pour rappel, le Global Fund a fourni en 2012 au niveau mondial 82% du financement de la lutte contre la tuberculose, 50% du financement pour la lutte contre la malaria et 21% du financement de la lutte contre le sida. En 2013 il était actif dans 140 pays et avait fourni 5,3 millions de traitements thérapeutiques rétroviraux contre le sida, 11 millions de traitements contre la tuberculose et 340 millions de moustiquaires imprégnées contre la malaria.

Sources:

Learning from Africa, Mark Dybul, Global Fund, 11 November 2013.

Déclaration d'Abuja de 2001 pour la lutte contre le sida la tuberculose et les autres maladies infectieuses, OUA avril 2001.

Dernières informations dans la lutte contre le sida

De son côté, l'ONUSIDA -le programme de coordination des Nations Unies pour la lutte contre le sida basé à Genève- lançait une tournée intercontin-

taile intitulée « du sida à la santé durable », dont la première étape a eu lieu à Addis Abeba le 3 novembre. Cette consultation mondiale a pour but d'inscrire la maladie dans l'agenda du développement post-2015. Ainsi, d'après l'ONUSIDA, « la nécessité d'inclure des objectifs ambitieux et quantifiables pour mettre fin au sida dans l'agenda pour le développement après 2015 » a été l'élément principal qui est ressorti de ce forum parallèle aux réunions qui avaient cours en même temps sur les objectifs de développement durable post-2015.

Source:

Le dialogue africain de la Commission de l'ONUSIDA et du Lancet appelle à placer la fin du sida au cœur des priorités de l'agenda après 2015, UNAids, 4 novembre 2013.

Son Directeur Général, Michel Sidibé se félicitait des bons chiffres concernant l'évolution du sida dans un communiqué de presse diffusé mercredi 20 novembre sur le site Internet de l'ONU : baisse de 33% des infections entre 2001 et 2012 (2,3 millions de personnes contaminées) et des décès de 30% depuis 2005 (1,6 millions de morts en 2012) grâce en particulier à un meilleur accès aux traitements antirétroviraux (9,7 millions de personnes sous traitement, soit une augmentation de +20% en un an des gens couverts), baisse de 52% des enfants infectés entre 2001 et 2012 (260'000 personnes). Cependant il tient à mettre l'alarme sur la tendance négative qui a cours en Afrique du Nord et au Moyen Orient où le nombre d'infections ont doublé depuis 2001 et sur l'accès encore trop limité des enfants séropositifs aux traitements (sept enfants sur dix n'ont pas accès à des soins spécifiques).

Source:

En dépit de disparités régionales, ONUSIDA se félicite des succès enregistrés dans la lutte contre le VIH, Centre d'actualité de l'ONU, 20 novembre 2013.

L'OMS en partenariat avec l'UNICEF, de son côté vient de publier des recommandations (intitulées « HIV and adolescents: Guidance for HIV testing and counselling and care for adolescents living with HIV ») à destination des populations adolescentes afin « d'accroître le dépistage, le conseil, le traitement et les soins », en vu de la journée mondiale de lutte contre le sida le 1er décembre. On apprend dans le communiqué de presse conjoint que près de deux millions d'adolescents âgés de 10 à 19 ans et vivant avec le VIH ne bénéficient pas des soins nécessaires ; cette donnée explique entre autre

l'augmentation dans cette tranche d'âge de 50% des décès liés au sida alors que dans la population générale on constaté une baisse de 30% de la morbidité. En outre les jeunes ont peu accès à l'information. Ainsi en Afrique Sub-saharienne, seulement 10% des jeunes hommes et 15% des jeunes femmes connaissent leur statut sérologique vis-à-vis du VIH.

Pour le docteur Gottfried Hirschall, Directeur du Département VIH/sida de l'OMS «les adolescents doivent disposer de services de santé et d'un soutien adaptés à leurs besoins. Pour eux, la probabilité de bénéficier d'un dépistage du VIH est moindre que pour les adultes et ils ont souvent besoin de davantage de soutien que les adultes pour poursuivre les soins et prendre leur traitement ». Par ailleurs, Craig McClure, responsable des programmes de lutte contre le VIH à l'UNICEF indique qu' : «environ une nouvelle infection à VIH sur sept survient au cours de l'adolescence. Si ces obstacles ne sont pas levés, le rêve d'une génération libérée du sida ne se réalisera jamais», a-t-il ajouté.

Sources:

Les services de prise en charge de l'infection à VIH négligent les adolescents, Centre des médias de l'OMS, 25 novembre 2013.

Le « début de la fin » du sida en Afrique? Fanny Rey, Jeune Afrique, 29 novembre 2013.

Journée mondiale de la pneumonie 2013

Mardi 12 novembre avait lieu la journée mondiale de la pneumonie placée sous le thème d' « innover pour mettre fin à la pneumonie de l'enfant ». Dans un communiqué conjoint, l'OMS, l'UNICEF et l'Alliance GAVI rappellent que cette maladie est la première cause de mortalité dans le monde pour les enfants de moins de 5 ans, soient plus d'un millions de victimes largement évitables selon les organisations.

En avril 2013 l'OMS et l'UNICEF ont lancé un « Plan d'action mondial intégré pour prévenir et combattre la pneumonie et la diarrhée » associant « des services et des interventions essentiels visant à offrir un environnement sain, cherchant à promouvoir des pratiques qui ont déjà permis de protéger l'enfant et permet à chaque enfant d'avoir accès à des mesures préventives et curatives appropriées qui ont fait leurs preuves ».

L'Alliance GAVI est elle aussi au cœur de la lutte contre la pneumonie infantile en travaillant sur l'accès aux vaccins et à l'élaboration de mécanismes de financement innovants (AMC). Ainsi, elle met à disposition des populations des pays en développement son vac-

cin pentavalent « 5-en-1 » qui protège les enfants contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et contre la Hib. Depuis sa création l'Alliance a vacciné plus de 440 millions d'enfants à travers le monde.

Sources:

L'ONU rappelle les mesures simples qui peuvent sauver bien des enfants de la pneumonie, Centre d'actualité de l'ONU, 12 novembre 2013.

Pour mettre fin aux décès évitables des enfants liés à la diarrhée et à la pneumonie d'ici 2025. Plan d'action mondial intégré pour prévenir et combattre la pneumonie et la diarrhée, OMS, UNICEF, 2013.

Garantie de marché de GAVI : des « solutions prometteuses » pour relever les défis mondiaux en matière de santé », GAVI, 7 mars 2013.

Mise à jour de la feuille de route de l'OMS dans sa lutte contre le paludisme

Suite à la réunion d'experts le 14 novembre à l'OMS, la feuille de route pour la technologie du vaccin de la Malaria a été mise à jour (elle a été définie en 2006 pour déposer un brevet vaccinale contre la variante plasmodium falciparum de la malaria). Le paludisme est une maladie, comme mentionnée précédemment, qui fait des ravages en Afrique ; chaque année elle est à l'origine de 660'000 décès dans le monde pour 219 millions de malades. L'objectif fixé est d'avoir une nouvelle technologie de vaccin capable d'ici 2030 d'éliminer 75% des cas de paludisme, et à terme de faire disparaître cette maladie. La feuille de route actuelle a déjà permis de réduire de 26% la mortalité liée à la malaria sur la dernière décennie. L'arrivée d'un nouveau vaccin comme le RTS S/AS01 (dont les essais sont très prometteurs) pourrait être un bon qualificatif important pour dépasser largement l'Objectif du Millénaire pour le Développement 6C d'ici 2015.

De tels résultats n'auraient été possible sans l'initiative de l'OMS, à travers sa feuille de route, de créer un « Groupe de recherche pour l'amélioration du vaccin contre la malaria », composé de pays et d'organisations souhaitant s'investir dans ce combat, à savoir : la Fondation Bill et Melinda Gates, le Partenariat européen et des pays en développement pour les essais cliniques, l'Initiative européenne de vaccination, la Commission européenne, l'Initiative du chemin pour le vaccin contre la malaria, USAid, l'Institut national américain contre les allergies et les maladies infectieuses, la fondation Welcome Trust et l'OMS.

Cependant ces efforts pourraient être remis en cause par l'apparition d'une nouvelle variété de paludisme le « p. vivax » apparu à Madagascar et qui pourrait toucher de nombreuses personnes en Afrique qui étaient jusque là naturellement immunisées.

Sources:

New malaria vaccines roadmap targets next generation products by 2030, OMS Média, 14 novembre 2013.

Paludisme : un parasite mutant menacerait des millions d'Africains, Jeune Afrique, 16 novembre 2013.

Mise en place de la stratégie de l'Alliance GAVI pour les années à venir

Le Bureau de direction de l'Alliance GAVI s'est réuni exceptionnellement dans la capitale du Cambodge, Phnom Penh, le 22 novembre. A l'issue de cette réunion, plusieurs décisions stratégiques importantes ont été prises dont:

- supporter les actions de l'OMS (Plan stratégique 2013-2018 d'éradication de la Polio adopté en mai 2013) et de l'Initiative pour l'éradication mondiale de la polio (GPEI) afin de mettre fin à la polio dans le monde grâce à l'introduction d'une nouvelle génération de vaccin (Inactivated Poliovirus Vaccine – IPV) auprès des 73 pays cibles les plus pauvres. L'Alliance encouragera les pays cibles à co-financer l'introduction de l'IPV.
- renouvellement du support contre la fièvre jaune qui a fait sa réapparition dans certaines parties de l'Afrique.
- contribution à la création d'un stock de vaccin contre le cholera pour la période 2014-2018 afin de faire face aux pics de la maladie.
- Supporter le futur vaccin contre la malaria à l'étude auprès de l'OMS (voir article précédent) et prendre en compte toutes les phases de sa fabrication à son écoulement.

Source:

GAVI Alliance to support introduction of inactivated polio vaccine in world's 73 poorest countries, Alliance GAVI, 22 novembre 2013.

Emploi, travail décent et sécurité sociale

Les accords commerciaux intègrent de plus en plus de clauses sociales d'après l'OIT

L'OIT a publié une étude en novembre faisant la place à un phénomène de plus en plus fréquent : l'intégration de clauses à dimension sociale dans les accords commerciaux, qu'ils soient nord-sud ou sud-sud.

Par clause sociale l'OIT entend parler des conditions minimales du travail, du respect de la législation nationale du travail, ainsi que le contrôle et l'application des normes du travail. Au dernier recensement de l'organisation de juin 2013, sur les 248 accords commerciaux en vigueur actuellement, 58 intégraient ce genre de clause. L'étude constate que ce phénomène s'est particulièrement développé depuis les années 1990. D'après le Directeur en charge du Département de la recherche de l'OIT, Raymond Torres, « le nombre croissant d'accords commerciaux incorporant des dispositions concernant les normes du travail illustre la prise de conscience grandissante que la libéralisation du commerce, si importante soit-elle, doit aller de pair avec des progrès dans le domaine social et sur le front de l'emploi », allant dans le sens d'un des principaux objectifs de l'OIT, à savoir la promotion de l'emploi décent. Maintenant il faudrait savoir si dans la réalité les textes sont appliqués, car le communiqué de l'OIT lié à la publication du rapport, précisait : « dans presque 60% des cas, les accords promeuvent la conformité aux normes du travail, sans qu'aucune conséquence commerciale ou financière directe n'y soit attachée » ; autant dire que l'on se situe sur le registre de la déclaration, non contraignante, basée sur le volontariat. C'est pourquoi le rapport de l'OIT complète son analyse par des propositions pour rendre plus effectives les clauses sociales contenues dans les accords commerciaux, à savoir :

- Fixer un calendrier d'application des normes mentionnées et les lier à des contraintes ou incitations financières;
- Renforcer les synergies entre les dispositions sociales des différents accords commerciaux bilatéraux;
- Intégrer dans les négociations des accords toutes les parties prenantes (y compris les syndicats);
- Enfin améliorer la cohérence entre les clauses sociales des accords commerciaux et les instruments pertinents de l'OIT.

Sources:

Intégration plus fréquente des normes du travail

dans les accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, info de l'OIT, 7 novembre 2013.

Etude sur la croissance et l'équité, les dimensions sociales des accords de libre échange, BIT, IIES, novembre 2013.

PMA

Au début des années 1960 les pays en développement qui se souciaient de plus en plus de leur place dans le commerce mondiale ont décidé de créer une véritable structure, sous forme de conférence afin de trouver des solutions face aux problèmes qu'ils rencontraient. La première Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED/UNCTAD) s'est tenue en 1964. En 1971 sous son impulsion était créé le Groupe des Pays les Moins Avancés afin d'attirer l'attention sur les besoins des pays les plus pauvres. Le rapport annuel des PMA, document phare réalisé par la CNUCED est dans la continuité de ce mouvement.

Dernier rapport de la CNUCED 2013 sur les Pays les Moins Avancés

C'est dans ce cadre que la CNUCED a organisé une conférence de presse le 15 novembre 2013 en vue de présenter le rapport 2013 sur les Pays les Moins Avancés (PMA) dont le thème cette année porte sur une croissance créatrice d'emploi pour un développement inclusif et durable. Ce sont les Secrétaire général de l'organisation, Mukhisa Kituyi et le Directeur du département Afrique, PMA et programmes spéciaux (qui est responsable de la publication), Taffere Tesfachew qui étaient de l'exercice face aux journalistes.

Les chiffres

Le contexte socio-économique mondial est marqué par les défis à la création d'emplois, or, parmi les PMA, 130 millions de personnes vont entrer sur le marché du travail d'ici 2020 (16 millions par an). La meilleure façon de sortir les gens de la pauvreté c'est selon les mots du Secrétaire Général, « de leur fournir un travail avec un revenu décent ». Malheureusement la forte croissance qu'ont connu ces pays entre 2000 et 2008 (avant la crise, 7 à 9% de croissance annuelle en moyenne, tirée par les investissements publics), n'a pas permis de créer un nombre suffisant d'emplois de qualité et plus inclusifs (« la pauvreté ne se réduit pas au même rythme que la croissance »), en particulier

parmi les jeunes. L'essentiel des investissements s'est dirigé vers le secteur extractif et la production de matières premières, secteurs à forte absorption de capitaux mais à faible création d'emploi. C'est donc un défi majeur pour la réalisation des plans nationaux de développement dans le cadre des OMD. Autre problématique, l'économie informelle qui occupe beaucoup de travailleurs mais qui ne permet pas de les sortir de la pauvreté. Elle permet tout juste de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Dès lors, la communauté internationale peut légitimement se demander si ces pays seront capables de répondre à l'enjeu de l'emploi.

Ce rapport s'oriente vers deux objectifs complémentaires :

- Augmenter le nombre d'emploi en particulier en direction des jeunes ;
- Augmenter les revenus de ces emplois grâce au jeu de la productivité.

Les mesures visent en particulier le secteur des entreprises (le secteur privé étant sous développé dans les PMA) afin d'encourager les politiques pour stimuler les petites entreprises, faciliter l'accès aux capitaux et aider les jeunes à entrer dans le secteur formel.

Des exemples permettent d'être optimiste et d'autres de tirer des enseignements.

Taffere Tesfachew a pris deux cas particulièrement illustratifs : ceux de l'Ethiopie et d'un pays d'Afrique australe producteur de pétrole.

Ce dernier est entièrement dépendant des exportations de pétrole et il est particulièrement choquant d'après lui de savoir que sa capitale est la ville la plus chère au monde. Ce pays il y a quelques années exportait beaucoup de café ; aujourd'hui dit-il, il est importateur net de ce produit comme de nombreuses autres produits agricoles. Que fait ce pays pour rendre aussi importante l'agriculture que le pétrole, alors que la majorité de la population est rurale, agricole et pauvre ?

A l'opposé, l'Ethiopie, qui n'a pas de grands gisements d'hydrocarbure, d'or ou de diamant, est en plein boom. Le gouvernement construit actuellement 6000 km de routes bituminées, 2000 km de voie ferrée et réalise de grands barrages pour assurer la suffisance électrique et accompagner le développement du pays. En parallèle, le gouvernement a su réformer son système fiscal afin de faciliter aussi bien les investissements d'éthiopiens que les investissements étrangers et lancer de nombreux programmes publics. Résultat, le pays crée de nombreux emplois actuellement, grâce à de bons choix politiques.

Sources:

Presentation of the Least Developed Countries Report

2013 - Growth with employment for inclusive and sustainable development, conférence de presse de la CNUCED, 15 novembre 2013.

The least developed countries report 2013, growth with employment for inclusive and sustainable development, CNUCED, novembre 2013.

Les engagements pour l'Afrique

L'OIM travaille au renforcement de la gouvernance en Somalie

L'Organisation Internationale des Migrations, basée à Genève, a lancé, à la demande de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA, aujourd'hui appelée Union africaine) lors de son sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement des 9-11 juillet 2001 à Lusaka en Zambie, un programme spécial de renforcement des capacités, appelé MIDA (pour « Migration for Development in Africa ») afin de répondre au déficit de main d'œuvre qualifiée que connaît le continent africain. MIDA consiste à mobiliser les compétences acquises par la diaspora dans le cadre du développement de l'Afrique. Elle s'appuie sur les communautés régionales (CEDEAO, SADC, EAC, UMA) pour établir des programmes de terrain.

C'est ainsi que lors de la dernière conférence annuelle de l'OIM sur la migration pour le développement (en octobre dernier), 41 experts de la diaspora somalienne se sont réunis afin d'élaborer une stratégie sur trois ans. Ce programme est financé par la Suède, la Finlande, le Japon, les Etats Unis et le PNUD, à la demande du gouvernement somalien. Il vise à renforcer les capacités institutionnelles de de la Somalie en intégrant ces experts au sein des institutions du gouvernement à Mogadishu mais aussi au Puntland et au Somaliland.

D'après le chef de mission de l'OIM en Somalie, Ali Abdi, « De nombreuses régions de Somalie sont actuellement touchées par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Les départs à grande échelle des cadres et des diplômés universitaires contribuent à cette pénurie. La fuite des cerveaux qui en découle accroît la dépendance de l'économie somalienne en obligeant le pays à recourir à de la main-d'œuvre qualifiée étrangère dans de nombreux domaines, ce qui crée alors un cercle vicieux grandissant ».

Source:

Les experts de la diaspora somalienne développent une stratégie de trois ans pour le transfert de compétences en Somalie, service d'information de l'OIM, 22 novembre 2013.

Changement climatique

Conclusion du premier rapport du GIEC sur l'état du climat.

La COP 19 (Conférence des Parties) qui se déroule à Varsovie, est organisée et s'inscrit dans le cycle d'activités de la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique), adoptée au cours du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 par 154 États. Celle-ci se base sur les travaux du GIEC (Groupe d'Experts International sur l'Evolution du Climat, fondé en 1988 sur l'initiative du PNUE et de l'OMM), de l'Organisation météorologique mondiale et d'autres organisations comme à Paris l'UNESCO (Programme de recherche sur la dimension sociale, humaine, éthique et sur l'égalité des sexes face au changement climatique, Commission océanographique Intergouvernementale, etc.).

Le 27 septembre 2013 à Stockholm le GIEC a publié la première des 4 parties du nouveau rapport sur l'Etat du climat (AR5), partie qui concerne l'évolution physique des changements climatiques (les autres parties sortiront en mars, avril et octobre 2014; les résultats du Groupe I sont issus des travaux de plus de 250 scientifiques de 39 pays).

D'après le site Internet du GIEC, ce dernier « a pour mission d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui nous sont nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation ».

« Ses évaluations sont principalement fondées sur les publications scientifiques et techniques dont la valeur scientifique est largement reconnue ».

Le GIEC est composé de trois groupes de travail :

- Groupe I : principes physiques du changement climatique.
- Groupe II : impacts, vulnérabilité et adaptation au changement climatique.
- Groupe III : les moyens d'atténuation des effets du changement climatique (mitigation).

C'est dans le cadre de la préparation à la COP 19 que le Secrétaire Général de l'OMM, Michel Jarraud, a organisé une conférence de presse au siège de l'organisation le 13 novembre 2013.

L'idée probable étant de mettre la pression sur les négociateurs en leur rappelant les dernières données fournies par l'OMM afin qu'ils prennent les

meilleures décisions possibles.

Voici les éléments à retenir :

- 2013 est dans les dix années les plus chaudes jamais enregistrées sur le globe.
- Les concentrations de gaz à effet de serre atteignent de nouveaux records.
- Le nombre d'événements extrêmes est en hausse et l'intervalle entre chaque événement dans une même région est de plus en plus court.
- L'Afrique n'est pas épargnée par les phénomènes extrêmes : tempête tropicale en Somalie (qui a fait plus de 300 morts), sécheresses en Angola et Namibie, inondations en Afrique de l'Ouest et en particulier au Mali et au Soudan.
- Le réchauffement n'est pas uniforme et les régions déjà chaudes comme l'Australie et le Sahel sont encore plus touchées par les vagues de chaleur.
- On ne peut pas attribuer avec certitude ces événements aux changements climatiques, car il y a des interactions complexes mais il est certain que le changement climatique joue un rôle important.

Le GIEC dans sa dernière publication met en avant l'importance de l'activité humaine dans ces dérèglements grâce à des recherches qui se basent sur des modèles de plus en plus sophistiqués pour intégrer toutes les dimensions des phénomènes enregistrés.

Concernant la COP 19, le Secrétaire Général de l'OMM a rappelé que grâce aux progrès de la science les incertitudes scientifiques concernant les données liées au changement climatique diminuaient mais qu'en revanche les incertitudes au niveau politique elles, au contraire, n'avaient pas régressées. C'est pourquoi le GIEC a préparé 4 scénarii sur l'aspect politique : les scénarii RCP (pour Representative Concentration Pathway) établis sur la base des décisions prises concernant les émissions de gaz à effet de serre. Le premier que Michel Jarraud appelle « business as usual », ou rien ne change et les émissions augmentent, un autre plus optimiste ou les décisions et la mise en œuvre sont prises très rapidement, permettant un plafonnement des émissions dans les 5 à 10 ans qui suivent puis une décroissance rapide ; enfin deux scénarii intermédiaires.

Source:
Africa 21

Le Président du GIEC, Rajendra Pachauri, a, à son tour, a mis en garde les responsables politiques sur le site web « Responding to Climate Change » le 11 novembre 2013 reprenant les données clés –

complémentaires de Michel Jarraud- publiées dans la première partie du rapport.

Il confirme que les informations publiées dans le rapport montrent que le réchauffement du système climatique est sans équivoque et sans précédent depuis des décennies voir des millénaires (réchauffement de l'atmosphère et des océans, diminution des glaces et de la période d'enneigement, montée du niveau de la mer, et accroissement des gaz à effet de serre). Les trois dernières décennies ont été les plus chaudes depuis 1400 ans dans l'hémisphère nord.

Le réchauffement de l'océan est un élément tout particulièrement inquiétant. Il a absorbé non sans conséquence, 90% de l'énergie accumulée entre 1971 et 2012 d'où une augmentation du niveau de la mer depuis le milieu du XIXe siècle supérieure à celle des deux millénaires précédents, œuvrant pour une modification des courants marins.

La concentration des gaz à effet de serre n'a jamais été aussi forte depuis 800 000 ans ; par exemple le CO² a augmenté de 40% depuis la période préindustrielle à cause selon le Pr Pachauri, des hydrocarbures et de l'agriculture. L'océan a ainsi absorbé près de 30% du CO² d'origine humaine, causant l'accentuation de son acidification.

D'après les estimations proposées par le GIEC, d'ici à la fin du XXIe siècle, la température devrait évoluer de plus de 1,5°C et cette augmentation ne devrait pas être répartie de manière égale sur la surface du globe. La fonte des glaces et la dégradation des banquises polaires devraient s'accélérer. Enfin le changement climatique devrait affecter les processus liés au cycle du carbone allant vers une exacerbation du taux de CO² dans l'atmosphère et l'océan.

Source: Rajendra Pachauri: Warsaw summit must take note of IPCC report, RTCC, 11 novembre 2013.

S'appuyant sur les travaux des institutions genevoises (le GIEC et l'OMM) la Secrétaire Exécutive de la CCNUCC, Mme Christiana Figueres déclarait, en vue de la COP 19 de Varsovie, dans un communiqué de presse de l'organisation le 7 novembre, qu'il fallait répondre aux problèmes présentés par la science et utiliser la dynamique actuelle pour passer à des technologies faibles en carbone et renforcer la résilience au changement climatique. Les dernières découvertes appellent à une action rapide des gouvernements, des entreprises et des citoyens afin de lutter ensemble contre le changement climatique.

Source:
Press release, warsaw COP19/CMP19 UN climate change conference a pivotal moment to step up and showcase climate action, UNFCCC, 7 novembre 2013.

Le rapport du Groupe II sur les impacts, vulnérabilité

et adaptation au changement climatique prévu pour être publié en mars 2014 a déjà commencé à filtrer dans la presse. C'est ainsi que des informations sont sorties dans le journal britannique *The Guardian* le 7 novembre. La journaliste Emma Bryce rapporte que le changement climatique fait clairement peser une menace sur l'accès à l'alimentation, ajoutant que les cultures de base tels que le maïs, le blé ou le riz devraient perdre 2% de productivité tous les dix ans. Quand on connaît les projections démographiques pour 2050 et l'augmentation prévisible –et évaluer à +14% tous les dix ans– de la demande alimentaire, l'équation est particulièrement dramatique, spécialement pour l'Afrique (sachant que les dix pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont tous africains). Dans cet article un expert de la FAO, Alexandre Meybeck déclare : « Ce qui est probablement nouveau, comparé aux autres rapports, c'est la reconnaissance des changements climatiques bien plus tôt que prévu (...). Nous ne parlons pas de 2100, mais de ce qui arrivera dans 20 ou 30 ans ». Les répercussions sociales ont déjà commencé à se faire sentir lors des crises alimentaires de 2008-2010 qui touchèrent une trentaine de pays à travers le monde.

Source:

[Leaked IPCC report links climate change to global food scarcity. IPCC's forecast of lowered crop yields will ultimately affect us all, Emma Bryce, The Guardian, 7 novembre 2013.](#)

Le journal *The East African*, lui aussi renseigné par des scientifiques du GIEC, vient apporter d'autres chiffres inquiétant concernant la situation de l'Afrique. Les températures en Afrique de l'est devraient augmenter entre 1,3 et 2,1°C d'ici 2050, fragilisant le secteur agricole (qui doit nourrir 400 millions de personnes en 2050 au lieu des 130 millions à l'heure actuelle). L'accès à l'alimentation sera affecté. Des maladies comme le paludisme ou le cholera seront relancées. Le journaliste cite une suite d'événements extrêmes climatiques intervenus dans la dernière décennie dans la région, alternance entre graves inondations et sécheresses catastrophiques ainsi que le déclin généralisé des précipitations pluvieuses durant les trente dernières années (précipitations dont dépendent de nombreux petits agriculteurs). La mort programmée du corail (organisme très fragile aux changements de température), lieu de vie et de reproduction des espèces marines, posera un grand problème pour les pêcheurs de la région, ainsi que pour l'industrie touristique. La montée des eaux sera problématique

pour un certain nombre de villes dont Mombasa ou Dar es Salaam dont une partie de leur territoire pourrait être menacé. Le journal rapporte une étude de l'UNEP dans laquelle une plage au nord de Dar es Salaam aurait reculée de 200 mètres en 50 ans.

Sources:

[East African agriculture and climate change : a comprehensive analysis, IFPRI, 2013.](#)

[Climate change in East Africa: food scarcity, diseases floods within 30 years, Jeff Otieno et Christine Mungai, The EastAfrican, 7 novembre 2013.](#)

Biodiversité

Lutte contre le braconnage du rhinocéros en Afrique

Suite à la 16ème Conférence des parties de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) qui s'est déroulée en Thaïlande en mars 2013 et qui portait sur la situation alarmante du braconnage des éléphants et des rhinocéros en Afrique et comment agir pour remédier à cette situation, un atelier a été organisé conjointement entre le Ministère sud africain de l'environnement, le laboratoire vétérinaire de l'université de Pretoria et le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages à Hoedspruit en Afrique du Sud.

Cet atelier portait sur le traçage ADN des rhinocéros, ainsi que l'étude des scènes de crime et la récolte de données à des fins judiciaires. Il réunissait les agents de police des onze Etats africains concernés par le problème ainsi que des représentants de la Chine, de la Thaïlande, du Vietnam et des parcs nationaux sud africains. Une présentation d'outils opérationnels du Consortium International pour Combattre les Crimes de la Faune (ICCWC) dans le but de lutter contre les crimes liés aux espèces sauvages ainsi qu'à la préservation de la forêt a été faite. L'application eRhodis -Système d'indexation de l'ADN des rhinocéros- financée par le gouvernement néerlandais, développée en partenariat avec Samsung est un bon exemple d'outil mis en place grâce à la coopération internationale et au partenariat public privé. Il sert à lutter contre l'augmentation du braconnage de rhinocéros en récupérant les cornes et des produits connexes issus de confiscations en collectant des échantillons d'ADN de rhinocéros vivants ou braconnés à travers l'Afrique du Sud. Cette récolte permet de créer une base de données d'ADN avec le profil uniques de chaque animal. Le lieu n'était pas choisi par hasard car

l'Afrique du Sud est le pays le plus touché par ce phénomène organisé par la grande criminalité internationale. Dans un article paru dans le journal *The New Age* on y apprend que la situation arrive à un tournant dangereux car le nombre d'individus tués approche celui des naissances. Ainsi l'an passé 827 rhinocéros ont été abattus de manière illégale rien qu'en Afrique du Sud, menaçant des années d'effort pour la sauvegarde de l'espèce. Le même phénomène dramatique se reproduit concernant les éléphants.

Le trafic d'espèces sauvages et la coupe de bois illégale s'élève chaque année selon la Banque Mondiale entre 16 et 27 milliards de dollars.

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction :

L'ICCWC est une action menée en collaboration par cinq organisations intergouvernementales (CITES, Interpol, UNODC, Banque Mondiale et Union Douanière Internationale) qui œuvrent à fournir un appui coordonné aux agences nationales de lutte contre la fraude en matière d'espèces sauvages et aux réseaux régionaux et subrégionaux qui, jour après jour, agissent pour défendre les ressources naturelles. La mission de l'ICCWC est d'inaugurer une ère nouvelle où les auteurs de délits graves contre les espèces sauvages devront faire face à une réaction formidable et coordonnée, alors qu'actuellement, le risque de détection et de sanction est trop faible. Dans ce contexte, l'ICCWC travaillera principalement pour, et avec, les milieux de la lutte contre la fraude, puisque ce sont les agents travaillant en première ligne qui finissent par traîner en justice les délinquants engagés dans cette criminalité. L'ICCWC cherche à soutenir un développement de la lutte contre la fraude qui s'appuie sur des politiques axées sur des ressources naturelles durables, au plan social et environnemental, en tenant compte de la nécessité de fournir un appui aux communautés rurales pauvres et marginalisées pour qu'elles gardent leurs moyens d'existence - site Internet de la CITES.

Sources:

Joint press release, forensics to support the fight against wildlife crime, site Internet de la CITES, 6 novembre 2013.

Rhino poaching nearly outpaces births, the New Age, 22 novembre 2013.

Mise à jour de la liste rouge des espèces menacées, l'Okapi en danger

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature est la plus grande et la plus ancienne des organisations environnementales au monde ; créée en 1948 lors de la conférence internationale de Fontainebleau, elle regroupe le plus vaste réseau mondial de professionnels de la conservation avec plus de 1200 organisations membres dans 140 pays dont 200 gouvernements ou organisations gouvernementales, 800 organisations non gouvernementales, près de 11000 scientifiques et spécialistes volontaires au sein de six Commissions et plus de 1 000 professionnels travaillant dans 45 bureaux dans le monde entier. L'organisation (qui a un statut particulier sur la scène internationale, au même titre que le CICR) joue un rôle de premier plan en matière d'environnement et de développement durable offrant un forum neutre pour les gouvernements, les ONG, les scientifiques, les sociétés et les communautés locales qui cherchent des solutions pragmatiques aux défis de la conservation et du développement.

La liste rouge (faisant parti du programme mondial des espèces de l'organisation) lancée en 1964, est probablement un des projets les plus médiatiques de l'IUCN. Elle agit comme un baromètre mondial de l'état des écosystèmes et du dénombrement des espèces animales et végétales afin de lutter contre leur extinction.

L'action de l'IUCN à travers la liste rouge consiste à planifier la conservation des espèces, informer sur les actions menées, proposer des solutions concernant la conservation, l'impact environnemental, la prise d'accords environnementaux multilatéraux, suivre l'état des espèces et leur évolution et lancer des alertes.

C'est dans cette dernière activité justement que l'IUCN, dans sa mise à jour de la liste rouge a appelé à une action urgente pour la sauvegarde de l'okapi (appelée également girafe de forêt) en République Démocratique du Congo. Le dernier recensement a montré un net déclin de la population de cet animal emblématique du bassin du Congo, dont le statut est passé à celui de « en danger ». Cette évolution s'explique d'après l'organisation par le braconnage, la destruction de son habitat (la forêt humide) à cause de l'action des groupes armés, des chasseurs d'éléphants, des mineurs clandestins et de la pauvreté dont souffre la population (qui chasse l'animal pour se nourrir et pour utiliser son cuir).

Source:

Forest giraffe joins growing number of threatened species, site Internet de la liste rouge de l'IUCN, 26 novembre 2013.

DOCUMENTATION

Building inclusive green economies. Success stories from south-south cooperation, UNEP, 2013.

Guidance for nama design building on country experiences, UNFCCC, UNEP, UNDP, 2013.

Interim report of the Special Rapporteur on the right to food, Assemblée générale des Nations Unies, A/68/288, 7 août 2013.

Rapport sur le changement climatique 2013, les bases physiques scientifiques. Résumé pour les décideurs politiques, GIEC, 27 septembre 2013.

OIT/IIDS, Rapport : la dimension sociale des accords de libre échange, OIT/IIDS, novembre 2013.

3rd Global Forum on Human Resources for Health, The Recife Political Declaration on Human Resources for Health: renewed commitments towards universal health coverage, OMS, 13 novembre 2013.

AGENDA

- 3-4 décembre 2013, Forum entreprises et droits de l'homme, 2e session, OHCHR, Genève.
- 3-6 décembre 2013, neuvième sessions de la Conférence ministérielle de l'OMC, Bali, Indonésie.
- 5-6 décembre 2013, Symposium pour employeurs sur le futur du travail, BIT, Genève.
- 9 -10 décembre 2013 Ad-hoc meeting sur la contribution de l'économie et du commerce pour le développement, CNUCED, Genève.
- 11-13 décembre 2013 Congrès bio-trade UN-REDD+, Genève.

ABREVIATIONS

AMC: Advance Market Commitment
 BIT: Bureau International du Travail
 CCI: Centre du Commerce International
 CCNUCC: Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
 CEDEAO: Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest
 CICR: Communauté International de la Croix Rouge
 CITES: Convention on International Trade in Endangered Species
 CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement
 COP 19: Conference Of the Parties 19
 CPEI: Centre de Préparation aux Echanges Internationaux
 EAC: East African Community
 FAO: Food and Agriculture Organization
 FIDA: Fond International pour le Développement Agricole
 UNICEF: United Nations Children's Fund
 GAVI alliance: Global Alliance for Vaccines and Immunisation
 GCRAI: Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
 GIEC: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
 ICCWC: International Consortium on Combating Wildlife Crime
 IFPRI: International Food Policy Research Institute
 IILS: International Institute for Labour Studies
 IIED: Institut International d'Etude Social
 Interpol: International Police Organization
 IPCC: Intergovernmental Panel on Climate Change
 IUCN: International Union for Conservation of Nature
 MIDA: Migration for Development in Africa
 OHCHR: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
 OIM: Organisation International des Migrations
 OIT: Organisation Internationale du Travail
 OMC : Organisation Mondiale du Commerce
 OMD: Objectif du Millénaire pour le Développement
 OMD post-2015: Objectif du Millénaire pour le développement après 2015
 OMM: Organisation Météorologique Mondiale
 OMPI: Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
 OMS: Organisation Mondiale de la Santé
 OUA: Organisation de l'Unité Africaine
 PAC: Politique Agricole Commune
 PMA: Pays les Moins Avancés
 PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement
 PNUE: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
 REDD+: United Nations Collaborative Programme on Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries
 SADC: Southern African Development Community
 Stop TB: tStop TuBerculosis partnership
 UA: Union Africaine
 UE: Union Européenne
 UMA: Union du Maghreb Arabe
 UNCTAD: United Nations Conference on Trade and Development
 UNESCO: United National Educational, Scientific and Cultural Organization
 UNFCCC: United Nations Framework Convention on Climate Change
 UNODC: United Nations Office on Drugs and Crime
 UNOG: United Nation Office in Geneva
 WBCSD: World Business Council for Sustainable Development

ANNONCES

Le *think tank* Africa 21 (www.africa21.org) est une association créée et basée à Genève en 2010 et reconnue d'utilité publique par les autorités suisses en 2012.

De par sa nature et son mode de fonctionnement l'association est en recherche perpétuelle de nouveaux membres et de contributeurs.

Recherche de contributeurs et de bénévoles

Nous recherchons des spécialistes des questions liées à la diplomatie du développement économique, humain, de l'environnement mais également des questions tournant autour de l'intégration régionale en Afrique.

De même, toute personne susceptible de nous aider dans le fonctionnement au quotidien de l'association est la bienvenue (administration, comptabilité, recherche de financement, réseautage).

Recherche de partenaires

Notre structure ne saurait se développer sans l'aide de partenaires. C'est pourquoi nous recherchons :

- Partenaires de recherche (*think tank* africains ou non, structures académiques, entreprises de conseil), pour faire de l'échange d'information et d'expertise, mais aussi monter des projets.

- Partenaires financiers et logistiques (sous forme de mécénat, de sponsoring et de facilités matérielles).

Africa 21 recherche également des missions de consulting, merci de nous consulter pour avoir plus de détails.

Pour toute remarque concernant le contenu de cette lettre ou si vous souhaitez répondre à notre appel, n'hésitez pas à contacter le responsable de l'édition, Julien Chambolle à julien.chambolle@africa21.org

Equipe de rédaction

Responsable éditorial: Julien Chambolle
 Responsable adjoint: Alejandro Gomez Lopez
 Communication: Mouhamadou Diop
 Financement: Hannah Leigh

Sponsor:

Avec le soutien de la

